

**Unité bidépartementale  
Eure Orne**  
Cité administrative – Place Bonet  
CS 40020 - 61013 ALENÇON cedex

Alençon, le 25/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SOLAIPA SNC**

Les Clos Tords  
61120 VIMOUTIERS

Références : 61 / 2022 - 091

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2022 dans l'établissement SOLAIPA SNC implanté Les Clos Tords 61120 VIMOUTIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée de manière inopinée, en accompagnement du laboratoire agréé pour la réalisation de contrôles des valeurs de rejets des eaux superficielles du site (contrôle inopiné des rejets aqueux).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLAIPA SNC
- Les Clos Tords 61120 VIMOUTIERS
- Code AIOT dans GUN : 0005302798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Créé en 1960, l'établissement SOLAIPA qui appartient au groupe Lactalis est implanté dans une zone industrielle située au Nord-Ouest de Vimoutiers. Le site qui emploie 80 personnes exerce deux activités principales :

- le traitement (pasteurisation, écrémage, concentration) des excédents de lait collecté par Lactalis pour ses différents sites de production. Environ 200 millions de litres de lait de vache sont ainsi traités chaque année. Les produits issus de cette activité sont destinés à l'alimentation humaine ;
- la fabrication de poudre de lactosérum par séchage de lactosérum doux et acide (production de 50 000 tonnes environ de poudre par an).

L'arrêté préfectoral d'autorisation régissant le fonctionnement de l'établissement date du 2 octobre 2003, complété le 17 octobre 2006 (épandage des boues produites par la station d'épuration des effluents industriels), le 13 mai 2008 (installations aéroréfrigérantes) et le 19 novembre 2010 (installations de combustion).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Protocole d'échantillonnage et de prélèvement des eaux usées industrielles
- Matériel utilisé par l'exploitant correspondant à ses rejets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a fait part des travaux en cours et à venir concernant les réseaux de collecte d'eaux sur le site et la modernisation de la station de traitement des eaux résiduaires. Les améliorations attendues en matière d'efficacité de traitement devront être précisées, afin de respecter les valeurs limites d'émission actuellement fixées mais également en vue de justifier de l'acceptabilité des rejets avec l'objectif de retour au bon état de la rivière La Vie.

L'exploitant rencontre des difficultés à respecter la valeur limite haute en pH, en raison de l'évolution des flux traités par la station et des limites de l'outil épuratoire actuel. Il a été constaté que le pH en sortie de station ne faisait pas l'objet d'un suivi en continu, mais d'une analyse quotidienne sur un échantillon moyen. Au regard de la réactivité nécessaire en cas de dérive de ce paramètre en vue de protéger le milieu naturel, l'inspection demande qu'un suivi en continu du pH soit mis en place.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/	Sans objet
Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	/	Sans objet
Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	/	Sans objet
Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.3 et 2.1.4	/	Sans objet
Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.1, 2.1.5	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site étant soumis au suivi régulier des rejets (SRR) par l'Agence de l'eau, il met en place un protocole spécifique pour contrôler ses effluents avant rejet au milieu. Globalement, les appareils de mesure sont bien entretenus. L'exploitant doit toutefois veiller au nettoyage des équipements du préleveur (pouvant entraîner des écarts avec les mesures réalisées par un laboratoire agréé notamment sur le paramètre Matières En Suspension) et à la méthode d'homogénéisation de l'échantillon.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Pose matériel
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> La localisation de l'emplacement prévu pour le prélèvement est identique à celui de l'exploitant. La place est suffisante pour installer le matériel en sécurité. Le laboratoire a disposé ses équipements aux mêmes endroits que ceux mis en œuvre par l'exploitant (mesure du débit à proximité immédiate de la sonde de l'exploitant et zone de prélèvement du laboratoire identique à la zone du préleveur de l'exploitant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Point de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Positionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit T°C, concentration en polluants...) Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.] Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'ouvrage est accessible et permet l'installation d'un préleveur ponctuel dans les mêmes conditions que les prélèvements de l'exploitant. Aucune dilution préalable de l'effluent n'est observée au niveau du canal de rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure du débit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réglage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
<b>Constats :</b> Le débit est mesuré par une sonde à ultra-sons installée sur des canaux venturi.  La sonde à ultra-sons est à distance des obstacles, positionnée au milieu de la largeur de l'ouvrage et dispose d'une cloche de protection. La distance entre la sonde et le seuil de rétrécissement est correcte au regard de la hauteur maximale observée dans le canal. La zone morte du capteur est préservée (respect des 30 cm minimaux entre la zone et la hauteur maximale d'effluents dans le canal).  L'inspection n'a pas constaté la présence de toiles d'araignées sous la cloche de la sonde, susceptibles de fausser la mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel. Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.
<b>Constats :</b> Un contrôle annuel est réalisé par le fournisseur, qui vaut étalonnage (comparaison à un banc linéaire). Le dernier rapport de contrôle date du 28 février 2022.  En complément, l'exploitant vérifie mensuellement les hauteurs de la courbe d'étalonnage en 5 points, sans le zéro qui nécessiterait de stopper tout rejet, conformément aux recommandations du fournisseur. Le relevé des résultats pour 2022 n'appelle pas d'observation.  En l'absence de supervision, l'exploitant ne peut pas vérifier la cohérence entre les données reportées en supervision des volumes mesurés par la sonde (écart $\pm 5\%$ ) afin de s'assurer que les volumes indiqués sur l'écran de mesure au niveau du canal correspondent au report réalisé en supervision. La mise en place d'une supervision est prévue en 2023 ou 2024 dans le cadre de travaux de modernisation de la station.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Canal de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
<b>Constats :</b> Le canal de mesure sur site est un canal Venturi ouvert, équipé d'une sonde à ultrason.  Les caractéristiques du canal ont été vérifiées. Elles répondent aux critères permettant la réalisation d'une mesure représentative.  Il est noté que l'écoulement est laminaire et la hauteur d'eau correcte. Au niveau du chenal aval, l'écoulement est correct et aucune trace de débordement n'est observée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Canal de mesure

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien

**Prescription contrôlée :**

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

**Constats :** L'exploitant ne dispose pas d'une procédure d'entretien formalisée pour le canal. En revanche, un plan de contrôle périodique des instruments de mesure de la station est en place (débitmètres, préleveurs, sondes de température des préleveurs).

L'exploitant indique procéder à un nettoyage du canal régulièrement. Lors de l'inspection, il a été constaté des dépôts d'algues et de traces oranges, en fond et flancs de canal. L'absence d'accumulation de dépôt en amont du seuil a en revanche été constatée. Ceux-ci doivent être nettoyés. L'exploitant dispose de 15 jours pour nettoyer à la fois le canal de rejet, la zone de mélange et la zone de chute (**Observation 2022-1**).



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 14/02/2022, article 2.1.3 et 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les échantillonneurs à mettre en œuvre devront être des échantillonneurs réfrigérés monoflacons, fixes ou portatifs, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de <math>5 \pm 3</math> °C durant toute l'étape de prélèvement.</p> <p>Un échantillonneur multiflacons peut être utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen en cas d'échantillonnage asservi au temps.</p> <p>Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.</p> <p>A la fin de l'échantillonnage, l'opérateur de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.</p>
<p><b>Constats :</b> Le prélèvement se fait dans une zone où l'effluent est bien brassé et renouvelé régulièrement. Le tuyau repose sur le radier en partie centrale de canal.</p> <p>Concernant le préleveur automatique, la température de conservation des échantillons est de 5°C. Le bidon de prélèvement, en polyéthylène, correspond aux paramètres à analyser (macro-polluants) mais présente des dépôts calcaires (<b>Observation 2022-2</b>).</p> <p>Le bol du préleveur présente des dépôts, il doit faire l'objet d'un nettoyage régulier. Concernant le tuyau de prélèvement, celui-ci ne présente pas de coudes ni de point bas. L'inspection a constaté que le tuyau était encrassé à l'extérieur, et que ceux situés à l'intérieur du préleveur présentaient des dépôts marron et orange à l'intérieur (<b>Observation 2022-3</b>).</p> <p>Concernant les volumes de prélèvement, 3 essais ont été réalisés. Les volumes prélevés sur les 3 essais et mesurés par une éprouvette graduée sont : 120 ml, 121 ml et 120 ml.</p> <p>La norme NF ISO 5667-10, complétée avec les normes NF ISO 5725-2 et FD T 90 523, précise que les volumes doivent être distribués avec une fidélité inférieure ou égale à 5% et une exactitude inférieure ou égale à 10% du volume réglé/souhaité. Ici, le volume de prélèvement est de 120 ml. L'exactitude est respectée (<math>120 \text{ ml} \pm 10\%</math>) ainsi que la fidélité.</p> <p>Le dernier entretien et contrôle annuel réalisé par le fournisseur date du 28 février 2022 (remplacement des tuyaux, vérification de la température, de la vitesse d'aspiration et de la répétabilité).</p> <p>L'exploitant complète ce contrôle annuel par un contrôle mensuel de ces mêmes paramètres. Les relevés examinés depuis début 2022 n'appellent pas d'observation, à l'exception de la vitesse d'aspiration dont la valeur est notoirement différente entre le résultat du contrôle annuel (0,68 m/s) et celui réalisé en interne (1,7 m/s), tout en étant conforme (<math>&gt; 0,5 \text{ m/s}</math>). L'exploitant devra vérifier la cohérence des modes opératoires. Il est rappelé qu'une vitesse d'aspiration trop importante est susceptible de générer des bulles d'air dans le bol, ce qui est à éviter.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet





Bol d'aspiration



Essai de répétitivité



Contenant de l'échantillon moyen 24h



Tuyau d'aspiration dans le canal

**Nom du point de contrôle :** Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 14/02/2022, article 2.1.1, 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.1.1 : Le volume prélevé devra être représentatif des conditions de fonctionnement habituelles de l'établissement et être compatible avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses. Pour cela, une mesure du débit en continu du rejet et un échantillonnage à l'aide d'un échantillonneur automatique réfrigéré asservi à la mesure du débit permettant la constitution d'échantillons moyens représentatifs des rejets pendant la période de mesure devront être réalisés. Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation. La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix.[...] La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).  Article 2.1.5 : Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse. [...] La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier. En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord. Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.
<b>Constats :</b> La préparation des échantillons ne dispose pas de mode opératoire ( <b>Observation 2022-4</b> ).  Tous les matins, l'opérateur récupère le bidon de prélèvement, transvase le contenu dans un seau, assure une homogénéisation manuelle en faisant un 8 avec la cuiller de prélèvement et remplit un flacon transparent.  L'exploitant doit veiller à réduire autant que possible les opérations générant du brassage (apport éventuel d'oxygène). L'inspection constate que l'homogénéisation de l'échantillon est mise en œuvre mais pas de manière optimale. Il est recommandé d'avoir recours à une hélice à flux axial en acier inoxydable montée sur une visseuse pour homogénéiser l'échantillon, conformément à la norme NF EN ISO 5667-3.  Enfin, il est rappelé qu'il est préférable que les échantillons soient prélevés, stockés et transportés dans l'obscurité.  Les analyses étant réalisées dans la matinée, l'échantillon ne nécessite donc pas de stabilisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. [...] Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Le point de rejet vers la rivière La Vie est accessible. Les conditions de rejet des effluents n'appellent pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet